



SYNDICAT CGT DES PERSONNELS ACTIFS ET RETRAITÉS DU DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE

Avignon, le 8 décembre 2025.

Lettre ouverte du Syndicat CGT du Département de Vaucluse

La CGT ne siègera pas au CST reprogrammé le 11 décembre. Nous refusons de cautionner une instance vidée de son sens, utilisée pour valider des régressions sociales déjà actées.

Madame la Présidente,
Chères et chers collègues,

Nous tenons à faire part en toute transparence d'un constat alarmant de la situation devenue intenable au sein de l'instance CST.

Ce qui devrait être un espace de dialogue, d'échanges et de défense du service public n'est plus qu'une caricature de concertation. Une mascarade, où les réorganisations se succèdent sans véritable prise en compte ni de la parole des agent·es, ni de celle de leurs représentant·es.

Depuis des mois, nous demandons l'ouverture d'un travail sérieux, construit, respectueux de la réalité du terrain. **En réponse, il ne nous est proposé que des réunions d'informations axées sur les projets de l'administration ne laissant aucune place aux revendications et propositions des représentants du personnel pouvant se concrétiser par des alternatives répondants aux besoins réels des agents et des vauclusiens.**

Le Département impose, accélère, décide seul, et transforme le CST en simple chambre d'enregistrement.

Ces pratiques ne sont pas neutres. Elles répondent à une logique d'austérité toujours plus dure, visant à réduire les missions du service public, à fragmenter les équipes, à fragiliser nos métiers et à vider de leur sens nos engagements professionnels.

Sur le RSA : une politique indigne et purement économique

Les réorganisations en cours concernant le RSA sont particulièrement révélatrices.

La politique menée par le Département du Vaucluse est centrée sur le contrôle, la pression, la suspicion permanente.

Les agent·es sont placé·es dans une logique intenable :

- Ils doivent appliquer des décisions auxquelles ils n'ont pas été associés,
- Ils subissent des méthodes qui déshumanisent les usager·es autant que les professionnel·les,
- Ils n'ont aucune marge d'expression ni reconnaissance de leur expertise.
- Les outils mis à leur disposition complexifient l'accompagnement.

CIA, IFSE: même recette

Le même schéma se répète pour le CIA et l'IFSE.

Une gestion managériale qui récompense docilement « les bons soldats » avec quelques miettes qui n'engendreront que tensions et discordes entre les agents, pendant que l'organisation globale continue de se dégrader, sans vision, sans écoute, sans respect pour celles et ceux qui portent les missions du service public au quotidien. Sous prétexte de mérite, le **CIA est un outil de division.**

Prévoyance :

Aucune alternative au projet de contrat obligatoire sur des garanties limitées n'est envisagée.

Pourtant des propositions concrètes permettraient de laisser le choix aux agents du contrat qui répondrait au mieux à leurs besoins et aspirations.

Madame la Présidente, vous faites une mauvaise interprétation de notre proposition. **En effet, la CGT demande une participation totale ou partielle du coût du contrat jusqu'à 50 euros pour tous les agents.**

Ceci afin qu'ils puissent se tourner vers un contrat qui leur permette de choisir les meilleures garanties, d'assurer une pérennité de couverture et d'en garder la maîtrise.

C'est un investissement moindre pour le Département, en comparaison au coût de l'AMO et des dépenses associées à l'appel d'offre envisagé. Cela nous paraît nécessaire pour les agents et participerait largement à la campagne d'attractivité.

Dialogue social :

Madame la Présidente, dans votre « réponse ouverte à notre lettre ouverte » publiée sur Ariane, vous ne faites que confirmer nos constats.

En effet, vous nous parlez de dialogue social, mais **ce qu'on nous impose c'est du conformisme.** Un dialogue où tout est verrouillé à l'avance, ce n'est pas un dialogue : **c'est un alibi.**

On nous demande d'écouter, mais on **refuse de nous entendre.** On veut notre présence, **pas notre avis.** Nous ne sommes pas là pour valider des décisions déjà écrites.

Si le désaccord dérange, alors il faut avoir le courage de le dire, **plutôt que de maquiller l'autoritarisme en « concertation ».**

Nous exigeons un vrai dialogue social, **pas une mise au pas déguisée.** Un vrai dialogue social qui permette aux agents au travers de leurs représentants d'influencer vraiment les décisions.

Face à ces constats, **la CGT fidèle à ses engagements ira au bout de la démarche.** Sachant que depuis le boycott du dernier CST en date du 24 novembre par les représentants du personnel, **aucun changement n'a été apporté aux dossiers y afférant, nous ne siégerons pas au report de cette instance prévu le 11 décembre.**

Nous refusons d'être les figurants d'un théâtre où tout est joué d'avance.

Nous appelons à la mobilisation

Parce que rien ne changera sans la force collective,
Parce que le service public mérite mieux que des décisions imposées,
Parce que les agent-es doivent retrouver leur voix et leur place,

La CGT appelle l'ensemble des agent-es à se mobiliser massivement le jeudi 12 décembre à partir de 10h30, devant l'Hôtel du Département, à l'occasion de l'Assemblée délibérante.

Notre absence du CST n'est pas un retrait : c'est un acte de résistance.

La présence des agent-es le 12 décembre sera un acte de dignité et de défense du service public.

Veillez croire, Madame la Présidente, chères et chers collègues en notre détermination totale à obtenir des changements.

Amandine Laugier
Secrétaire générale

